



La Santé au travail n'a pas de prix Déclaration liminaire de la CGT-Culture à la FSSSCT-M

Paris, le 16 décembre 2025

La Santé au travail n'a pas de prix mais elle a un coût physique et mental pour les personnels et donc une incidence sur le service public

Cette année 2025 est marquée par une accélération de la dégradation des conditions de travail des personnels. Dans les musées où sécurité des agents et des œuvres sont menacées, dans les écoles d'art et d'architecture où les VHSS explosent, dans l'administration centrale où les services vont de restructurations superflues en risques psycho-sociaux, de services informatiques qui ne parviennent plus à faire face à l'afflux des sollicitations, des collectifs de travail en souffrance ... Pas un service, pas une structure n'est épargnée et à chaque fois du sous-effectif à tous les étages et une crise budgétaire qui nous assomme.

Et pendant ce temps on nous restreint les espaces de dialogues (fusion des instances, projet de disparition du CNESERAC, les CAP...), on nous promet qu'en 2 ans (au lieu d'un an) les orientations ministérielles en matière de politique de prévention seront mises en œuvres dans tout le ministère, alors même que le rapport des inspecteurs santé, sécurité au travail nous dit que la prévention ne manque pas de temps mais de moyens humains et techniques ; la question de l'amiante sur la table depuis 10 ans qui n'attend plus que des tests soient réalisés et toujours rien ; des alertes portées auprès de la cellule RSE concept qui restent sans réponse..... Les personnels n'en peuvent plus ! Et au Louvre les personnels le disent haut et fort en faisant grève. Un tel mouvement n'était pas arrivé depuis plus de 10 ans.

Cette dernière F3SCT Ministérielle de l'année 2025, comme les années précédentes, sonne comme une urgence. Les conditions de travail et la santé doivent être une priorité sans attendre.

Elles ne doivent pas être conditionnées à des questions économiques, alors que le budget 2026 nous promet une limitation de la durée des arrêts de travail, des prises en charge en baisse et autres incongruités.

Les personnels vont payer très, trop cher, l'inefficacité des soi-disant politiques de prévention de l'ère de Dati et de son administration.

La seule chose qui les fera reculer est la confiance que nous nous portons pour protéger nos vies, notre travail et nos missions au service de tous.